Après le lancement de la campagne « Stop torture », des milliers de femmes de Amnesty international ont manifesté jeudi 15 mai, devant le Centre de santé de référence de la Commune III de Bamako pour exiger la libération des 240 lycéennes enlevées par le groupe islamique armé Boko Haram. Selon l'organisation, cette privation de liberté dont les jeunes filles sont victimes est un crime de guerre.

« A Amnesty international l'enlèvement est une privation de liberté. L'acte est totalement inadéquat. Il s'agit du viol massif de petites filles. Ce qui est un crime de guerre ». C'est ainsi que la présidente d'Amnesty international Mali, Mariam Touré, a exprimé sa colère et indignation hier lors d'une assemblée générale à propos de l'enlèvement de plusieurs centaines de jeunes filles par la secte Boko Haram.

Plusieurs personnes ont sortie jeudi à Bamako, à l'appel de l'organisation internationale de défense de droits de l'Homme, Amnesty Mali, pour mettre « pression » sur la communauté internationale sur les violences faites aux 240 jeunes filles enlevées par le groupe islamique Boko Haram.

L'organisation en a appelé à la constitution d'un « front uni » afin de faire une démonstration de force, après le constat que les forces nigérianes de sécurité se sont abstenues d'agir face aux menaces et mises en garde concernant le raid armé de la secte islamique Boko Haram contre l'Internet public de Chibok. Les manifestants ont accusé le gouvernement nigérian d'être passif après avoir été informé du raid prévu par Boko Haram contre le lycée.

Des témoignages du bureau d'Amnesty de Nigéria ont révélé qu'entre 19 h lundi et 2 h le mardi 15 avril, les autorités militaires à Damboa et à Maiduguri ont été alertées à plusieurs reprises par des représentants locaux de l'Etat et des membres de forces de sécurité. Et les patrouilles civiles locales des services d'autodéfense de Gagilam, un village voisin, avaient donné l'alerte le 14 avril dans la soirée, après qu'un large groupe d'homme armé non identifié se déplaçant à moto soit arrivé dans leur village et ont indiqué qu'ils étaient en route pour Chibok.

Devant cette descente musclée des combattants islamistes, les habitants de Gagilam ont appelé les autorités militaires et le gouvernement de l'Etat de Borno. Malgré ces informations, les autorités n'ont pas suffisamment pris des dispositions pour mettre coup d'arrêt au raid du groupe islamique.

« Le fait que les forces nigérianes de sécurités aient été au courant de l'imminence du raid du groupe islamique, mais se soient abstenues de prendre de toute urgence les mesures requises pour y mettre un coup d'arrêt, ne fera qu'amplifier le tollé national et international face à ce crime terrifiant », a déclaré la présidente d'Amnesty Mali, Mariam Touré.

Pour la présidente d'AI Mali, cela est un grave manquement de la part des autorités nigérianes au devoir de protection des civils, qui restent des cibles faciles lors de telles attaques. « Les dirigeants nigérians doivent désormais user de tous les moyens légaux à leur disposition pour obtenir que ces jeunes filles soient libérées en toute sécurité, et garantir que de tels actes ne se produisent plus », a-t-elle expliqué.

Sur des pancartes, les manifestants ont demandé à Boko Haram de libérer immédiatement et sans condition les otages en toute sécurité et mettre un terme à toutes les attaques visant les civils. Pour eux, l'enlèvement et la privation de liberté dont ces jeunes filles ont été victimes sont des crimes de guerre et une atteinte à leur droit à l'éducation.

La présidente d'AI Mali a exigé du gouvernement nigérian de donner des informations précises aux familles des jeunes filles enlevées sur les efforts actuellement déployés pour qu'elles libérées en toute sécurité.

Bréhima Sogoba

Source: Maliweb